

PRÉSIDENTE DE LA FUTURE ASSEMBLÉE

Ziari-Belkhadem : le bras de fer

Un véritable bras de fer est engagé, depuis fin août, entre les deux hommes forts du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem et Abdelaziz Ziari. C'est un article introduit dans le nouveau code électoral qui a accentué un duel, jusque-là à distance et seulement «par procuration».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Tout s'accélère à l'issue de la réunion du Conseil des ministres du 28 août dernier. Ce jour-là, en effet, Bouteflika imposait fermement un article «omis» par le gouvernement, celui faisant obligation aux ministres désirant présenter leurs candidatures à des élections législatives de déposer leurs démissions de leurs fonctions gouvernementales au préalable, au moins trois mois avant l'échéance électorale.

Pour un parti comme le FLN qui totalise douze ministres dans l'actuel gouvernement, c'en est là un véritable coup de massue à quelques mois seulement des législatives. Avoir un ministre en exercice comme candidat lors d'une élection, c'est, pour un parti politique, la garantie de voir se mobiliser en sa faveur l'administration, centrale et locale. Civile comme militaire. Un genre d'avantage qui peut déterminer l'issue d'un scrutin avant même qu'il ne commence.

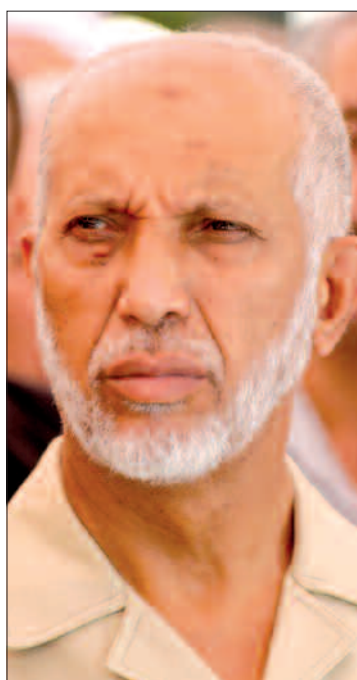
En tant que secrétaire général du FLN, Belkhadem

ne pouvait naturellement être que contrarié par un tel article. Théoriquement, Ziari, actuel président de l'Assemblée populaire nationale et membre du Bureau politique du FLN, devrait éprouver le même sentiment de frustration. Ce n'est pourtant pas le cas. Mais alors, aucunement ! C'est qu'un autre enjeu est venu diviser la haute hiérarchie du FLN. Il s'agit du poste de président de la future Assemblée populaire nationale. Un poste que Ziari voudrait bien garder, évidemment. Mais il se trouve confronté cette fois à une très forte concurrence.

La prestigieuse position de troisième personnage de l'Etat que procure ce poste de président de l'APN est fortement convoitée par un autre membre du BP du FLN, en l'occurrence le ministre de l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia. Très proche de Saïd Bouteflika, Harraoubia est également soutenu par Abdelaziz Belkhadem, selon une source proche de la direction du parti. «Les rencontres entre les deux hommes sont très fréquentes



Ziari-Belkhadem, rien ne va plus.



Photos : Samir Sid

et ont comme lieu, le bureau de Harraoubia au ministère.»

Selon notre source, il est convenu de réserver la position de tête de liste du FLN pour la wilaya d'Alger lors des prochaines législatives à Harraoubia, dans la perspective d'en faire le futur président de l'APN.

Mais l'article imposant démission préalable du gouvernement contrarie sérieusement les plans du duo Belkhadem-Harraoubia. D'où le forçage du SG du FLN qui veut

convaincre les membres les plus influents de son groupe parlementaire à l'APN, dont Ziari bien sûr, de bloquer l'amendement contraignant du Conseil des ministres, au niveau de la commission juridique. Ce à quoi s'oppose fermement Abdelaziz Ziari, nous confie notre source.

«L'obligation faite aux ministres de démissionner de leur poste au gouvernement est la meilleure protection pour Ziari.» Car sauf solides garanties de haut lieu, peu de

ministres seront tentés de sacrifier leur poste pour une aléatoire aventure électorale. Ziari est conforté dans sa position par Ouyahia dont aucun des ministres (RND) n'est intéressé par les élections. «Chérif Rahmani, Benbouzid, Mohamed Cherif Abbès, Yousfi, Ghoulamallah étaient des ministres avant même la création du RND. Leurs carrières dépendent si peu de leurs positions à l'intérieur de leur parti. Déjà qu'en 2007, aucun d'entre eux ne s'était porté candidat...»

Analyse notre source. Si l'on y ajoute le fait qu'il serait très difficile pour Belkhadem de convaincre même ses plus proches parmi les parlementaires de contester un amendement imposé par Bouteflika en personne, il est peu probable qu'il réussisse son coup au niveau de l'Assemblée. Auquel cas, Harraoubia maintiendra-t-il le cap sur le perchoir du palais Zighout-Youcef ?

Le comportement du ministre de l'Enseignement supérieur dans cette affaire sera riche en enseignements : s'il présente sa démission du gouvernement cela signifiera que Bouteflika aura définitivement scellé le sort de Ziari...

K. A.

AFFAIRE SONATRACH

Qualification en correctionnelle par le juge d'instruction

La chambre d'accusation près la cour d'Alger est appelée à se prononcer le 28 septembre prochain sur la qualification ou non des faits du scandale lié à l'affaire Sonatrach, a-t-on appris de source judiciaire. Un tournant «décisif» dans une affaire qui occupait jusque-là le devant de l'actualité nationale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La saisine de la chambre d'accusation fait suite à l'appel interjeté par le parquet suite à l'ordonnance de renvoi du juge instructeur. Selon une source proche du dossier, pour le magistrat instructeur les faits de l'affaire liée au scandale Sonatrach relèvent de la correctionnelle. Une décision qui a fait réagir l'accusation, qui a fait appel de la décision du juge d'instruction. Ainsi, la chambre d'accusation sera face à deux possibilités. Soit elle se rangera du côté du juge instructeur en confortant sa décision, soit elle saisira ce dernier en lui demandant un complément d'instruction sur cette affaire. Lors de l'audition du 28 septembre prochain, les différentes parties concernées par ce dossier auront à plaider la recevabilité de leur demande. C'est le cas notamment de la défense qui, outre sa plaidoirie, procédera également au dépôt d'un mémorandum. Selon des observateurs de la question judiciaire, la qualification des faits de l'affaire Sonatrach en correctionnel-

le réduira considérablement, conformément au code pénal, les peines de prison et les amendes encourues par les inculpés. Politiquement parlant, elle le sera également, puisqu'il ne sera plus question de situer la responsabilité dans cette affaire de l'ex-ministre de l'Energie, considéré comme l'un des plus proches du cercle présidentiel.

Cela étant, il est important de noter que le magistrat instructeur a réservé une fin de non-recevoir à la requête introduite par les avocats de la défense, qui, indique-t-on, ont saisi le juge pour l'audition de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, en tant que témoin à décharge. La requête de la défense s'inscrit conformément à l'article 69 bis de la loi 06-22 du code de procédure pénale qui stipule que «l'inculpé ou son conseil et/ou la partie civile peuvent, à tout moment de l'instruction, demander au magistrat instructeur de recueillir ses déclarations, auditionner un témoin ou procéder à un constat, pour la manifestation de la vérité. Il doit donc

procéder à tous les actes d'informations utiles, que ceux-ci soient de nature à démontrer la culpabilité ou l'innocence d'une personne.» D'ailleurs, les premières auditions des quatorze prévenus et celle d'une quinzaine de témoins sont achevées sur une lourde interrogation quant à la responsabilité politique et administrative de l'ex-ministre de l'Energie, Chakib Khelil, dans ce scandale. En effet, que ce soit l'ancien P-dg Mohamed Meziane, ses deux fils ou les vice-présidents, Benamar Zenasni, chargé de l'activité transport par canalisation — sous mandat de dépôt —, Belkacem Boumedienne, chargé de l'activité amont — en détention provisoire — et Chawki Rahal, chargé de l'activité commercialisation — placé sous contrôle judiciaire —, il est clair que tous les actes de leur gestion étaient soumis à l'appréciation du ministre de l'Energie, expliquent nos sources, qui révèlent que Mohamed Meziane, l'ex-P-dg, «ne faisait rien sans référer à Chakib Khelil».

Même pour le cas de ses deux enfants, l'un travaillant pour Saipem et l'autre pour Contel, les deux sociétés étrangères détentrices des marchés, objet de ce scandale, il en avait fait part à son ministre. Les marchés de télésurveillance pour les bases du sud du pays ne sont,



Photo : Samir Sid

L'affaire Sonatrach continue d'occuper le devant de la scène nationale.

en général, jamais traités uniquement par le P-dg ou ses vice-présidents. «Ils sont tous soumis à l'appréciation de Khelil, dont certains par écrit.» Le scandale Sonatrach avait éclaté en janvier 2010 et concerne des contrats de gré à gré accordés au groupe Funkwerk Pletac Contel pour des équipements de contrôle et de sécurité, et à l'italien Saipem, où exerçaient les deux fils de l'ex-P-dg. Sur un autre chapitre, il est à rappeler que des

sources citées par le journal *El Watan* ont indiqué que Mohamed Meziane, sous contrôle judiciaire, et ses deux fils, en détention provisoire depuis plus d'une année, sont concernés par un nouveau chef d'inculpation lié au blanchiment d'argent. Pour cette raison, ajoute la même source, le juge les a interrogés en mai dernier sur leurs biens immobiliers et leurs comptes ainsi que ceux de leurs épouses.

A. B.